



## **PROGRAMME**

### **SUNDAY 15 FEBRUARY 2015**

- Accreditation at the Yaounde Conference Centre.

Afternoon: Arrival and Welcome of Heads of State and Delegation at the Yaounde-Nsimalen International Airport.

### **MONDAY 16 FEBRUARY 2015**

**7.00 a.m. - 8.30 a.m.** - Welcome of Heads of State and Government at the Yaounde-Nsimalen International Airport (cont'd).

**8.00 a.m. - 9.30 a.m.** - Arrival of Guests and Delegations at the Conference Centre.

**9.30 a.m. – 9.55 a.m.** - Arrival, in protocol order, of Heads of State and Delegation and their Spouses at the Conference Centre.

**10.00 a.m. – 11.00 a.m.** - Official Opening Ceremony of the Extraordinary Session of the COPAX Conference of Heads of State and Government.

- Welcome Address by the Government Delegate to the Yaounde City Council;
- Short Address by the Secretary-General of ECCAS;
- Address by the Representative of the Chairperson of the African Union Commission;
- Address by the Representative of the UN Secretary-General
- Speech by H.E. Paul BIYA, President of the Republic of Cameroon;
- Opening Speech by H.E. IDRIS DEBY ITNO, President of the Republic of Chad, Current Chair of the Economic Community of Central African States (ECCAS);
- Adjournment
- Group Photograph.

**11.00 a.m. – 1.00 p.m.** - Closed- Door Session of Heads of State (1+4).

**1.30 p.m. – 3.30 p.m.** - Lunch at Unity Palace.

**4.00 p.m.** - Resumption of Closed- Door Session of Heads of State.

- Adoption of Final Communiqué and Declaration of Heads of State and Government;

**By 5.00 p.m - End of Deliberations and COPAX Extraordinary Summit**



## PROGRAMME

### **DIMANCHE 15 FEVRIER 2015**

- Accréditation au Palais des Congrès de Yaoundé.

**Après-midi** : Arrivée et accueil des Chefs d'Etat et de Délégation à l'Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen.

### **LUNDI 16 FEVRIER 2015**

**Matinée** :

- 07H00 - 08H30** - Accueil des Chefs d'Etat et Gouvernement à l'Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen (suite).
- 08H00 - 09 H 30** - Arrivée des invités et des délégations au Palais des Congrès.
- 09H30 - 09 H 55** - Arrivée par ordre protocolaire des Chefs d'Etat, de Délégation et leurs conjoints au Palais des Congrès.
- 10H00 - 11H00** - Cérémonie solennelle d'ouverture de la Session Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COPAX.
- Mot de bienvenue du Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé ;
  - Allocution de circonstance du Secrétaire Général de la CEEAC ;
  - Allocution du Représentant de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine ;
  - Allocution du Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies ;
  - Discours de S.E. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun ;
  - Discours d'ouverture de S.E. IDRIS DEBY ITNO, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) ;
  - Suspension des travaux.
  - Photo de famille.
- 11H00 - 13H00** - Huis-clos des Chefs d'Etat (1 + 4).
- 13H30 - 15H30** - Déjeuner au Palais de l'Unité.
- 16 H 00** - Reprise des travaux des Chefs d'Etat à huis-clos.
- Adoption du Communiqué final et de la Déclaration des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

**Vers 17 H 00** - **Fin des travaux et du Sommet Extraordinaire du COPAX.**



## Ce que le Président Paul BIYA a dit sur Boko Haram :

« Nous sommes ici pour affirmer notre solidarité et notre détermination à lutter vigoureusement contre Boko Haram (...). Le problème Boko Haram a donc cessé d'être uniquement un problème nigérian, il est devenu un problème régional, sinon continental. **Nous sommes ici pour déclarer la guerre au Boko Haram.** On va le poursuivre et on vaincra cette chose terroriste parce que les inconvénients sont nombreux».

1- Paul BIYA, Président de la République du Cameroun  
**Propos lors de la conférence de presse conjointe des Chefs d'Etat à l'issue du Sommet de Paris pour la sécurité au Nigéria – 17 mai 2014.**

« il y a quelques semaines, nos forces ont marqué des points importants contre le Boko Haram. Mais c'est une lutte longue, on a affaire à un ennemi pervers, sans foi ni loi, qui attaque la nuit, qui égorge, et qui a évidemment fait des exactions à Kolofata et à Hile-Halifa. Alors **ce que je peux dire, c'est que les Camerounais doivent garder confiance.** Le chef d'Etat-Major, je l'ai envoyé là-bas pour réorganiser notre dispositif ; j'ai envoyé des secours, des renforts en hommes et en matériels. Il n'est pas exclu...je ne peux pas en dire plus... nous avons renforcé notre potentiel et je crois que les jours à venir montreront que nos efforts pour organiser une riposte et la défense de notre territoire sont efficaces.

Permettez-moi d'ailleurs de saisir cette occasion pour consoler nos frères, nos compatriotes de l'Extrême-Nord qui ont subi les sévices, les deuils ; les assurer de la compassion et la solidarité de toute la nation camerounaise. Nous ne les laisserons pas, au contraire **nous allons continuer à les protéger et à combattre cet ennemi sans relâche.** Je présente mes condoléances à ceux qui ont perdu un membre de leur famille ; (...) Et à tous les Camerounais, je demande de continuer à faire confiance au Gouvernement, aux forces de l'ordre.

Je salue également nos soldats dont certains sont tombés, qui ont fait montre de patriotisme, de bravoure. Je les encourage à aller de l'avant. Pour tous les Camerounais, je dis ceci : dans la vie d'une nation, il y a des moments difficiles. A ces moments-là, il faut faire preuve de courage, de solidarité et de patriotisme. Pour ce cas précis,

je dis que le Cameroun a eu à traverser d'autres épreuves. On a eu à lutter contre ce même Nigeria pour Bakassi et avant, on a éradiqué les maquis (des mouvements révolutionnaires), on est venu à bout des « villes mortes » ; **ce n'est pas le Boko Haram qui va dépasser le Cameroun.** Nous continuons le combat et nous les vaincrons ».

2- Paul BIYA, Président de la République du Cameroun  
**Interview à la presse à l'aéroport international de Yaoundé Nsimalen avant de quitter Yaoundé pour le Sommet Etats-Unis/Afrique- 02 août 2014.**

« S'agissant de Boko Haram, cette organisation terroriste s'était auparavant livrée à des coups de main pour enlever des otages isolés ou pour piller des biens publics ou privés.

Encouragés par leur emprise sur le nord-est du Nigeria, ces soi-disant « djihadistes » ont lancé contre la région de l'Extrême-Nord de notre pays des opérations de plus grande envergure. On se souvient de l'attaque du camp d'une entreprise chinoise à Waza et du raid contre Kolofata. L'une et l'autre se soldèrent par plusieurs morts et l'enlèvement de nombreux otages.

Cela ne pouvait pas être toléré. Nous avons donc mis en place un dispositif de riposte et de prévention qui a rapidement fait ses preuves. A chacune de ses tentatives, Boko Haram essuie désormais de lourdes pertes en vies humaines et en matériels. On peut espérer qu'ils en tireront des leçons.

**Je voudrais à ce point rendre un vibrant hommage à nos forces armées dont la vaillance s'est illustrée lors des récents combats.**

**J'ai eu l'occasion de dire que la Nation, dans son ensemble, devait se mobiliser derrière son armée.**

Les nombreux témoignages qui me parviennent de toutes nos régions me laissent penser qu'il en est bien ainsi. J'ai apprécié tout particulièrement les prises de position de nos compatriotes musulmans. Ils ont bien compris, comme tous les autres Camerounais, qu'il ne s'agissait pas du tout d'une guerre dont la religion était l'enjeu. Ils ont bien compris qu'il s'agissait d'une réponse à une



agression extérieure de la part d'une organisation terroriste qui n'adhère pas aux valeurs d'une société fraternelle ».

« Je voudrais également rappeler ici que nous ne sommes pas seuls confrontés à cette menace qui transgresse les frontières des Etats. Certains de nos voisins, le Nigeria, le Tchad, le Niger, le Bénin, coopèrent avec nous pour opposer un front commun à Boko Haram.

L'Organisation des Nations Unies et plusieurs grandes puissances, notamment les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine, nous soutiennent aussi ».

3- Paul BIYA, Président de la République du Cameroun

**Message à la Nation à l'occasion de la fin d'année 2014 et du nouvel an 2015 – 31 décembre 2014**

« Dans mon dernier message à la Nation, il y a quelques jours, j'ai eu l'occasion de parler de l'intensification des attaques de Boko Haram contre le nord de mon pays et de la façon dont nous avons réagi.

Nous avons, comme vous le savez, renforcé nos forces de défense, dans la région concernée, par des mesures pour protéger notre population contre les attaques récurrentes des terroristes et préserver notre intégrité territoriale. Comme beaucoup d'autres pays, confrontés de par le monde à cette menace, nous avons pris des dispositions d'ordre législatif et réglementaire pour prévenir et éradiquer le terrorisme. C'est le sens de la loi que vient d'adopter le Parlement. Cette loi a été saluée par l'immense majorité du peuple camerounais qui en comprend le bien fondé.

Je voudrais aujourd'hui insister sur le caractère global de la menace dont nous sommes l'objet.

Ceux qui ont tenté d'asservir le Mali, ceux qui s'en prennent périodiquement à notre territoire national, ceux qui probablement ont influencé certaines factions en Centrafrique et ceux qui ont créé le chaos en Somalie poursuivent les mêmes objectifs : établir leur pouvoir sur la bande sahélienne de l'Atlantique à l'océan Indien et y installer leur régime obscurantiste impitoyable.

**A menace globale, riposte globale.** Telle devrait être la réponse de la communauté internationale et notamment de l'Union Africaine et de nos organisations régionales.

Nous ne devons pas nous bercer d'illusions. Bien qu'affaibli par les pertes qui lui ont été infligées, notre adversaire n'en reste pas moins capable de revenir à la charge. Ses coups de main au nord du Mali et ses attaques répétées contre notre territoire sont là pour nous en convaincre. Il faut que l'on sache que la distance qui peut séparer un pays des zones de combat n'est pas une assurance tous risques.

Pour ma part, je persiste à croire que la menace que représentent les djihadistes, Boko Haram et autres Shebabs, ne pourra être levée que par une mobilisation au niveau international. Beaucoup l'ont compris. Il reste à en tirer les conséquences. C'est le lieu pour moi de me féliciter du soutien multiforme que nous apportent non seulement l'Organisation des Nations Unies, mais aussi certaines grandes puissances, notamment les Etats-Unis, la France, le Royaume Uni, la Chine, la Russie et l'Allemagne. Nous les remercions de leur engagement déterminé à nos côtés dans cette lutte ».

4- Paul BIYA, Président de la République du Cameroun

**Discours en réponse aux vœux du Corps diplomatique – 8 janvier 2015**

« **Je vous donne en exemple nos jeunes soldats qui veillent à notre sécurité le long de nos frontières.** Leur vaillance, leur sens du devoir et du sacrifice, nous montrent ce que peut être, porté au plus haut degré, l'amour de la patrie.

Ce combat qu'ils mènent en notre nom, au péril de leur vie, est celui de toute la Nation. Avec le soutien de chacun d'entre nous, il ne fait aucun doute que nous en sortirons vainqueurs. Les pays amis, les pays épris de paix et de liberté, la communauté internationale, l'opinion mondiale, sont avec nous».

5- Paul BIYA, Président de la République du Cameroun

**Message à la jeunesse à l'occasion de la 49ème édition de la fête de la Jeunesse – 10 février 2015**



## Cameroon

### A remarkable contribution to maintain peace in the world

Cameroon has always taken an active part in Peace-Keeping Operations (PKO) initiated by both the United Nations (UN) and the African Union (AU). The different Cameroonian contingents were often made up of military, police, military observers and others. The participation of Cameroon's Defense Forces (CDF) in Peace-Keeping Operations (PKO) at times takes the individual form, at times the collective form, with respect to the strategic, operational and / or tactical level of (PKO).

Overall, the participation of (CDF) in (PKO) in Africa is quite often individual, as was the case in Darfur (Sudan), Angola, DRC, Rwanda, CAR, Ivory Coast and Mali.

In these cases, many warrant officers and officers of (CDF) were sent on request of the UN and / or the AU as observers. They often meet at the operational and even at the strategic level, either because of their individual skills, or through seats reserved for Cameroon.

In 1955, a contingent of 20 Cameroonian soldiers intervened in South Kivu (DRC) at the request of the High Commissioner of Refugees. Thereafter, groups of 03, then 05 officers also intervened in Rwanda and the DRC as observers in 1995. A staff officer of our forces also participated in the United Nations mission in Congo (UNMC), which ensures the implementation of peace agreement in the country.

Furthermore, the Cameroonian government has placed at the disposal of the United Nations Mission in Central African Republic (UNMCAR), on the 8th of February 1999, a staff for the training of civilian police.

At expiration of the mandate of the (UNMCAR), in February 2000, a Cameroonian senior officer was occupying the head of training of the civilian

police, function that was maintained within the framework of support office of the United Nations for the Consolidation of Peace in Central African Republic (SOUNCPA).

In July 2009, another element of the (CDF) held the position of senior officer for logistics within the African Union Mission to Somalia (AMISOM). Cameroonian Defense Forces responded by contingents of four officers on behalf of the AU in South Sudan within the framework of «Darfur DESK» (operations monitoring program for the benefit of the AU).

From 2005, contingents of 10, then of 20 observers succeeded one other. Since the transition from African Union Mission in Sudan (AUMS) to the United Nations Mission in Darfur (UNMD), they are groups of 05 officers in relays. In Ethiopia, a Cameroonian officer was part of the staff of the African Standby Force (ASF), and since 2003 in Ivory Coast; another one is part of the staff of the United Nations mission in Ivory Coast (UNMIC) serving as a military representative of the President of the AU Commission.

One can recall that Cameroonian police were of the humanitarian mission in Goma (actual DRC) between 1994 and 1998 - 2000, and later in the framework of the (UNMC), in the DRC in 2006. Cameroon also participated in peace - keeping missions in Cambodia, Haiti, etc.

The case of CAR is even more remarkable. In point of fact, since 2008, Cameroon is present in CAR alongside other ECCAS countries for the mission of peace building in the country. It is a contingent of 107 people in addition to the 4 staff officers, 12 support staff and the Chief of Staff. And since June 2013, within the framework of the international support Mission in Central African Republic under African leadership (ISMCA)



decided upon by the Peace and Security Council of the African Union (PSCAU), Cameroon still sent 517 soldiers and 320 policemen, given a total of 837 elements.

In recognition of the professionalism of the Cameroonian army, two Cameroonian generals succeeded one another at the head of these CAR missions. In 2009, Brigadier General Hector Marie Tchemo was commander of the (UNMCAR) and since 2013; the General Tumenta Chomu Martin is the Commander of the International Support Mission in Central African Republic (ISMCA) under the aegis of the UN.

Other Cameroonians have also held leadership positions with a political dimension in the UN, within the framework of peace - keeping operation missions in Africa, with the rank and prerogatives of UN Secretary-General:

- Jacques Roger Booh Booh, Special Representative of the UN Secretary General to (UNAMIR) in Rwanda;
- Amos Namanga Ngongi, Special Representative of the UN Secretary General to MONUC in the DRC;
- Dooh Kingue, Managing Director of UNITAR (Training and Research), with the rank and prerogatives of Deputy UN Secretary General.

- Barrister Bernard Acho Muna, (03 times Dean of the lawyers of Cameroon), Deputy Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) from 1997 to 2002;
- Paul Bamela Engo, Judge at the International Tribunal on Sea Law in Hamburg.

With the creation of the African Standby Force (ASF), and the establishment of regional brigades, Cameroon takes an active part in the multinational force of Central Africa (MFOCA) and Rapid Alert Mechanism of Central Africa (RAMCA).

Cameroon is also a candidate to host the Continental Logistics Base (CLB) where the logistic devices will be stored to later on be assigned to peace - keeping missions initiated and conducted under the banner of African institutions.

Our country, which in its cooperation with the UN and the AU puts its seaport and airport infrastructure at the disposal of the Peace-Keeping Operations (PKO), is highly appreciated by the UN and African organizations coordinating the conduct of this peace - keeping missions.



## NOTE DE SYNTHÈSE

Le 8 janvier 2015, dans son discours en réponse aux vœux du Corps diplomatique accrédité au Cameroun, le Président Paul BIYA a appelé à une mobilisation au niveau international face aux actes barbares perpétrés par le groupe terroriste Boko Haram contre le Nigeria et le Cameroun.

Le Chef de l'Etat a affirmé que la réponse de la communauté internationale et notamment de l'Union Africaine et des organisations régionales face à la menace que fait peser Boko Haram sur la paix, la sécurité et la stabilité du continent devait être collective, car, a-t-il souligné, « A menace globale, riposte globale ».

L'appel du Président Paul BIYA a été entendu car, lors du 24ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) tenu les 30 et 31 janvier 2015 à Addis-Abeba en Ethiopie, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont condamné les attaques terroristes horribles commises par Boko Haram.

Pour la Présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, les activités du groupe terroriste Boko Haram constituent une grave menace pour la sécurité et le développement non seulement pour le Nigeria et la région, mais également pour l'ensemble du continent.

En conséquence, l'Afrique dans son ensemble a le devoir et l'obligation d'apporter tout le soutien nécessaire aux États membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et au Bénin, conformément aux principes de solidarité africaine et d'indivisibilité de la paix et de la sécurité sur le continent.

Mme Dlamini-Zuma a appelé à une «réponse collective» contre Boko Haram.

Pour sa part, Le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué la volonté de l'UA de créer une force régionale de lutte contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram.

Dénonçant «la brutalité sans nom» des miliciens de Boko Haram, M. Ban Ki-moon a estimé qu'il fallait une «coopération régionale et internationale» pour lutter contre le groupe.

Le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA a appelé à la création d'une force militaire régionale de 7.500 hommes pour contrer le groupe islamiste.

Une réunion d'experts militaires africains s'est tenue du 5 au 7 février 2015 à Yaoundé pour élaborer le concept d'opération et les règles d'engagements de la Force Multinationale Mixte (FMM) de 7 500 personnels militaires et autres chargée de lutter contre Boko Haram

Au terme de cette réunion, les pays membres de la CBLT et le Bénin ont arrêté le principe d'une force de 8 700 hommes (plus 1 200 hommes par rapport à ce qui avait été initialement prévu). Les experts ont convenu de l'établissement du Quartier général de la Force à N'Djamena, conformément aux conclusions de la 5e réunion des Ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la CBLT du 20 janvier 2015 à Niamey au Niger. Reste à résoudre l'équation du financement.

Lors de la concertation entre les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, tenue le 31 janvier 2015 à Addis-Abeba, en marge du 24e Sommet de l'Union Africaine, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont condamné, avec la plus grande fermeté, les actes barbares et inacceptables perpétrés par le groupe terroriste Boko Haram contre les Etats du Bassin du Lac Tchad. Ils se sont félicités des décisions de l'UA d'autoriser le déploiement de la FMM.

**Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ont exprimé toute leur solidarité à l'endroit du Président Paul BIYA, pour la lutte que le Cameroun mène contre l'agression à laquelle il fait face. Ils ont félicité les Forces de Défense et de Sécurité du Cameroun pour leur bravoure et leur patriotisme et les ont encouragées à poursuivre leurs efforts, sans relâche, jusqu'à l'éradication du groupe terroriste Boko Haram.**

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé toute leur gratitude au Président de la République du Tchad, S.E. Idriss DEBY ITNO, pour le soutien fraternel que lui-même et son



peuple apportent à la République du Cameroun en envoyant un contingent important pour la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé d'activer les mécanismes appropriés de la Communauté, notamment le Pacte d'Assistance Mutuelle entre les Etats membres de la CEEAC et les dispositions pertinentes du Protocole relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) en vue de mettre en place une stratégie sous-régionale pour soutenir le Cameroun et le Tchad dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram qui menace de déstabiliser la sous-région.

**A cet effet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ont décidé de tenir de toute urgence une session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COPAX le 16 février 2015, à Yaoundé, République du Cameroun, précédée d'une réunion du Conseil des Ministres du COPAX (14 février) et d'une réunion de la Commission de Défense et de Sécurité (CDS) (11 et 12 février).**





## Presentation of ECCAS

### I. Historical background

The Economic Community of Central African States (ECCAS), created in October 1983 and its General Secretariat established in January 1985, currently has 10 Member States, namely Angola, Burundi, Cameroon, Central African Republic, Congo, Gabon, Equatorial Guinea, Congo, Sao Tome & Principe and Chad. It has a surface area of 6,640,600 square kilometers and a population estimated at 130 million inhabitants.

### II. Missions

The purpose of ECCAS is to promote and strengthen harmonious cooperation and a balanced and self-sustaining development in all areas of economic and social activity, to increase and maintain economic stability, to reinforce the strong peaceful relationship between Member States, and to contribute to the progress and development of the African continent (Chapter II Article 4 of the Treaty establishing ECCAS).

Peace and stability issues are prominent in the «Recovery and revitalization Program» of ECCAS adopted by the Heads of State and Government in June 1999 in Malabo. The development of physical, economic and monetary integration must also be added to this priority program. ECCAS aspired to be a real pillar of sub-regional cooperation in Central Africa, in accordance with the axes and objectives defined by the African Union. With the perspective to meet the challenges of integration, member countries of ECCAS adopted a strategic integration plan from 2007 and a vision for 2025, to transform the region into a place of peace, solidarity, of balanced development and where the movement of people, goods and services is free. The activities of ECCAS focus on the following three axes:

1. **Peace, security and stability, especially the functioning of the Peace and Security Council in Central Africa (COPAX)**
2. Infrastructure including Transport, Energy, Water, Information and Communication Technologies;

3. Environment, including ecosystem management in the Congo Basin.

These three axes are complemented by (i) the consolidation of Customs Union and (ii) the implementation of a Common Agricultural Policy.

### III. The Governing Bodies

The Institutions of ECCAS are:

- The Conference of Heads of State and Government;
- The Council of Ministers;
- The Court of Justice (not yet operational);
- The General Secretariat, executive body of the Community;
- The Advisory Board;
- The specialized technical committee.

The General Secretariat headquarters is in Libreville, Gabon.

The current Secretary General of ECCAS is Ambassador Ahmad Allam-MI of Chadian nationality.

### IV. Surface Area, Population and Economics

With a population of 145 million inhabitants (2013 estimate) and spread over 6,640,600 km<sup>2</sup>, the region is favorable for investment and business development. For over a decade, economic activity in the region is among the most dynamic of the continent, with an average growth rate of about 5% over the last five years. A performance certainly due to the soaring prices of basic commodities, but also due to macroeconomic stability and the implementation of good policies that have helped sustain growth.

With close to \$ 120 billion of export in 2013, the ECCAS region represents an average of close to 20% of African exports. The export of hydrocarbons represents 41% of GDP and dominates the economy of the region, closely followed by forestry and mining activities, and finally by agribusiness centered on the processing of cotton, coffee, cocoa and rubber.

The region offers many assets including:

- Its hinge and strategic position at the center of



Africa could make it a privileged area of trade between the regions of the continent.

- The huge resources especially oil, minerals and mining (diamonds, copper, iron, manganese, cobalt, etc.) some of which are world class deposits. Proven oil reserves in the region are estimated at 31.3 billion barrels, given 28% of total reserves of the continent.
- A significant agricultural, forestry and water potential. The Congo Basin estimated at 227 million hectares houses the World's second forest and hydraulics reserve.
- The richness of its ecosystem: 26 355 m<sup>3</sup> of water per capita per year, 27 million hectares of arable land, 135 million hectares of pastureland and 04 ecological zones favorable to the development of agriculture and pastoral activities.
- A significant hydroelectric potential, given 60% of the African continent's potential.

#### **V. Main Achievements**

With the support of its development partners, ECCAS particularly invests in the following fields:

- **Peace and security: political stability is improving in the region though it still remains fragile.**

**To ensure this stability, States created the Council of Peace and Security in Central Africa (COPAX), in February 2000.** Significant results have been obtained since 2004, especially with the strengthening of the capabilities of the Multinational Force of Central Africa (MFOCA) and of the Rapid Alert Mechanism of Central Africa (RAMCA).

- **Infrastructure: several programs and projects have been completed or are in the heart of achievement.**

In the transport sector, 14 priority projects are included in the Consensual Development Plan of Transport in Central Africa (CDPT-CA).

In the energy sector, the activities of ECCAS aim at developing and consolidating a regional energy market, led by the Central African Power Pool (CAPP).

Studies are underway for the establishment of electrical interconnections between countries of the region and the rest of Africa, especially from the Inga dam (DRC), a major integration factor between large parts of Africa.

In order to better enhance the water resources of the region, a regional water policy was adopted in 2009.

#### **- The environment: a major concern.**

The Commission of Central African Forests (COMICAF) is the main body responsible for the conservation and sustainable management of forest ecosystems in this basin.

#### **- Trade: the main axis of the Community integration strategy.**

Activities are organized around the major goal of achieving the creation of a common regional market and, ultimately, in coordination with other regions to create the great African common market. The free trade area (FTA) is effective since 2004; it should result in to a Customs Union (CU) and a common external tariff (CET).

#### **- Agriculture and food security: the priority sectors.**

Strategic actions have been initiated with respect to (i) the development and adoption of a Regional Food Security Program for Central Africa (RFSP-CA); (ii) the development of a Common Agricultural Policy (CAP-ECCAS) ; (iii) the establishment of a Special Regional Fund for Agricultural Development (SRFAD) in order to facilitate the access of small farmers to agricultural inputs, equipment and storage; (iv) the development of a common phytosanitary regulation.



## THE COPAX

The ECCAS peace architecture is built around a mechanism of promotion of peace, security and stability: the Council of Peace and Security in Central Africa, COPAX, created by a Protocol of the 24th of February 2000. The provisions of this Protocol were specified within the framework of a memorandum between the African Union and regional communities and harmonized with the legal instruments of the African Union.

COPAX is the political and security consultative body of the Member States. Came into force in January 2004, it is competent to handle both interstate conflict as well as internal conflicts. Its mission is to:

- ensure the maintenance, consolidation and promotion of peace and security in Central Africa, including humanitarian action;
- build and deploy civilian and military missions of observation and verification in order to prevent, maintain or restore peace in the sub-region;
- prepare decisions of the Conference of Heads of State on the prevention, management and resolution of conflicts.

COPAX has the following objectives:

- develop and intensify sub-regional cooperation with respect to security and defense;
- implement relevant provisions concerning non-aggression and mutual assistance on defense issues;
- provide policy guidance in fields of establishment, maintenance and consolidation of peace at the sub-regional level.

The technical organs of COPAX are:

**The Defense and Security Commission (DSC):** it brings together the heads of staff of police and gendarmerie forces of the various Member States. It is responsible to plan, organize and give advice to the Organization's decision-making bodies in the field of military operations.

**The rapid alert Mechanism of Central Africa (RAMCA):** responsible for informing and alerting decision-makers about the risks of crisis and enable them to have a decision support tool. It implements the early warning system in the sub-region by collecting and analyzing data on the causes and risks of conflict. **RAMCA** is part of the continental early warning system with which it interacts.

**Multinational Force of Central Africa (MFOCA):** This is a multidimensional multinational force of about 2400 men on standby, made up of troops and equipment from Member States and including elements of gendarmerie and civil protection, waiting to intervene in case of civilian-military actions. It is destined to set up missions that will assess, maintain or restore peace and security as well as humanitarian aid in the ECCAS. It is intended to respond in case of aggression, Conflict between Member States or conflict or threat of conflict in a Member State, overthrow or attempt to overthrow of the constitutional institutions of a Member State. It is managed by a Regional Staff.

The Non-aggression pact of the 8th of July 1996 and the Mutual Assistance Pact of the 24th of February 2000, signed at the same time with the Protocol relating to COPAX form a single legal instrument on which lays the architecture of peace of ECCAS.



## Concertation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) en marge de la 24<sup>ème</sup> session ordinaire du Sommet de l'Union Africaine. Addis-Abeba, 31 janvier 2015

Il s'est tenu le 31 janvier 2015, en marge de la 24<sup>ème</sup> session ordinaire du Sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba en République Démocratique Fédérale d'Ethiopie, une concertation entre les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), à l'effet d'évaluer la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans la sous-région, notamment celle en République Centrafricaine et celle liée à la menace que fait peser le groupe terroriste Boko Haram sur la paix, la sécurité et la stabilité de la sous-région.

Etaient présents à la concertation :

- **Son Excellence Monsieur Idriss DEBY ITNO**, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la CEEAC ;
- **Son Excellence Monsieur Obiang NGUEMA MBASOGO**, Président de la République de Guinée Equatoriale ;
- **Son Excellence Monsieur Denis SASSOU NGUESSO**, Président de la République du Congo, Médiateur Internationale dans la crise centrafricaine ;
- **Son Excellence Monsieur Ali BONGO ONDIMBA**, Président de la République Gabonaise ;
- **Son Excellence Monsieur Gervais RUFYIKIRI**, 2<sup>ème</sup> Vice-président de la République du Burundi ;
- **Son Excellence Monsieur Mahamat KAMOUN**, Premier Ministre de Transition de la République Centrafricaine ;
- **Monsieur Georges CHICOTI**, Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Angola, Représentant Son Excellence Monsieur José Eduardo Dos SANTOS, Président de la République d'Angola ;
- **Monsieur Pierre Moukoko Mbonjo**, Ministre des Relations Extérieures de la République du Cameroun, Représentant **son Excellence Monsieur Paul BIYA**, Président de la République du Cameroun ;

- **Monsieur Léonard NGAYLULU**, Conseiller Principal du Chef de l'Etat au Collège chargé des questions politiques et diplomatiques, Représentant son Excellence Monsieur Joseph KABILA KABANGE, Président de la République Démocratique du Congo ;
- **Monsieur Urbino BOTELHO**, Ambassadeur Directeur de la Politique extérieure, Représentant son Excellence Monsieur Manuel PINTO DACOSTA, Président de la République Démocratique de Sao Tomé et Principe ;
- **Monsieur Ahmad ALLAM-MI**, Secrétaire général de la CEEAC ;
- **Monsieur Abdoulaye BATHILY**, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Chef de l'UNOCA et membre de la médiation internationale ;
- **Monsieur Babacar GAYE**, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RCA, Chef de la MINUSCA ;
- **Monsieur Jean-Marie Michel MOKOKO**, Représentant Spécial de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Chef de la MISAC.

(1...)

### 2- Menace Boko Haram

Concernant la menace Boko Haram, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont condamné, avec la plus grande fermeté, les actes barbares et inacceptables perpétrés par le groupe terroriste contre les Etats du Bassin du Lac Tchad. Ils se sont félicités des décisions de l'Union Africaine prises lors de la 484<sup>ème</sup> Réunion du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS), notamment celle d'autoriser le déploiement de la Force Multinationale Mixte (FMM) avec un mandat approprié et d'apporter tout le soutien multiforme nécessaire à la réussite de la mission.



**Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé toute leur solidarité à l'endroit de leur frère Président de la République du Cameroun, Son Excellence Monsieur Paul BIYA, pour la lutte que son pays mène contre l'agression à laquelle il fait face.**

**Ils ont félicité les Forces de Défense et de Sécurité du Cameroun pour leur bravoure et leur patriotisme et les ont encouragées à poursuivre leurs efforts, sans relâche, jusqu'à l'éradication du groupe terroriste Boko Haram.**

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé toute leur gratitude au Président de la République du Tchad, son Excellence Monsieur Idriss DEBY ITNO, pour le soutien fraternel que lui-même et son peuple apportent à la République du Cameroun en envoyant un contingent important pour la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram. Ils ont félicité les forces tchadiennes pour le lancement réussi de leurs opérations et les premières victoires engrangées lors des attaques dont elles ont été l'objet et les ont encouragées à poursuivre leurs efforts jusqu'à l'éradication totale de la menace Boko Haram.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont marqué leur compassion et leurs condoléances à la République du Tchad pour la perte d'un de ses soldats engagés dans la lutte contre Boko Haram.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont félicité le Secrétariat général de la CEEAC pour les initiatives prises et ont décidé d'activer les mécanismes appropriés de la Communauté, notamment le Pacte d'Assistance Mutuelle entre les Etats membres de la CEEAC et les dispositions pertinentes du Protocole relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) en vue de mettre en place

une stratégie sous-régionale pour soutenir le Cameroun et le Tchad dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram qui menace de déstabiliser la sous région.

**A cet effet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ont décidé de tenir de toute urgence une session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COPAX le 16 février 2015, à Yaoundé, République du Cameroun, précédée d'une réunion du Conseil des Ministres du COPAX (14 février) et d'une réunion de la Commission de Défense et de Sécurité (CDS) (11 et 12 février).**

Enfin, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ont profité de l'occasion offerte par la concertation pour convenir de la tenue à N'Djamena, République du Tchad, de la 16ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, au cours de la deuxième quinzaine du mois de mars 2015. La date exacte sera précisée après consultations des Etats membres par la Présidence en Exercice.

**Fait à Addis-Abeba, le 31 janvier 2015**



## **Communiqué de Presse du Secrétariat Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale condamnant les attaques terroristes de Boko Haram sur la République du Cameroun**

En droite ligne avec son communiqué du 15 mai 2014, le Secrétariat Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) suit avec une attention soutenue et une forte préoccupation les attaques répétées et injustifiables du groupe terroriste Boko Haram sur la République du Cameroun.

Le Secrétariat Général condamne une fois encore avec la plus grande fermeté ces actes d'agression dirigés contre un des Etats membres de la Communauté.

Le Secrétariat Général tient particulièrement à féliciter les Forces de Défense et de Sécurité du Cameroun pour leur bravoure et patriotisme et les encourage à poursuivre leur mission sans relâche jusqu'à l'éradication de ce groupe terroriste.

Par la même occasion, le Secrétariat Général de la CEEAC se félicite de la condamnation des activités terroristes de Boko Haram par

les Autorités tchadiennes ainsi que de leur disponibilité affirmée à appuyer le Cameroun dans ses efforts.

Il exhorte les autres Etats membres de la Communauté à manifester également leur solidarité envers un Etat membre, conformément aux dispositions pertinentes du Pacte d'Assistance Mutuelle de la Communauté.

Enfin, le Secrétariat Général de la CEEAC s'engage à saisir les hautes instances du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) pour que des actions concrètes soient menées en vue de soutenir le Cameroun et d'éliminer la menace que constitue Boko Haram.

**Fait à Libreville, le 15 janvier 2015**



## **Réunion des Ministres des Affaires étrangères et de la Défense sur la sécurité au Nigeria « Lutte contre Boko Haram » Relevé de conclusions**

1. Les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense, du Benin, du Cameroun, de la Guinée Equatoriale, du Tchad, du Niger et du Nigeria, ainsi que des représentants du Canada, de la Chine, de la France, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Royaume d'Espagne, des Nations Unies, de l'Union Européenne, de la CEDEAO, de l'Organisation de la Coopération Islamique, de l'Union Africaine, de la CBLT et de la CEN SAD, se sont réunis à Niamey le 20 janvier 2015, sous la présidence de Son Excellence Monsieur MOHAMED BAZOUM, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur du Niger, pour examiner la mise en œuvre des décisions et engagements pris lors des conférences de Paris, Londres et Abuja dans le cadre de la lutte contre Boko Haram.
  2. Les participants ont été informés par les autorités nigérianes sur la situation qui prévaut dans leur pays ainsi que sur le niveau de mise en œuvre des conclusions de la réunion d'Abuja tenue le 3 septembre 2014.
  3. Les participants ont suivi des exposés présentés par les délégations du Niger, du Tchad et du Cameroun.
  4. Ils ont salué l'adoption d'une déclaration présidentielle par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, celle de la Commission de l'Union Africaine ainsi que la déclaration de la Haute Représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union Européenne.
  5. Les participants ont échangé des points de vue sur le niveau d'exécution des décisions de la réunion d'Abuja, sur l'évolution actuelle de Boko Haram, des conséquences et des mesures à prendre à l'avenir.
  6. Le Tchad et le Cameroun ont exposé leur coopération militaire commune pour faire face à la menace Boko Haram au Cameroun. Les participants se sont félicités de la décision du Président de la République du Tchad, Son Excellence Monsieur Idriss DEBY ITNO de déployer des troupes au Cameroun à la demande de ce pays, comme un geste hautement apprécié de solidarité africaine.
  7. La mise en place de la cellule de coordination et de liaison installée à N'Djamena se poursuivra avec l'appui des pays membres du P3.
  8. La réunion a noté que la secte Boko Haram s'est singulièrement illustrée depuis son apparition par des attaques violentes sur les populations civiles, des exécutions sommaires, des pillages et destructions, des extorsions avec menace de mort, des enlèvements et le harcèlement des Forces de Défense et de Sécurité de la région notamment du Cameroun et du Nigeria. Elle a fermement condamné l'attaque du 03 janvier 2015 contre la localité de BAGA qui a donné lieu à des massacres à grande échelle relevant du crime contre l'humanité.
- Les participants ont noté que les exactions de Boko Haram ont provoqué des déplacements massifs des populations des Etats du Borno, de Yobé et de l'Adamawa en direction du Niger, du Tchad et du Cameroun, ainsi que de très nombreux déplacés.
9. La réunion a exprimé ses préoccupations quant aux sources de financement de Boko Haram.
  10. Les participants ont noté que la dégradation continue de la situation au Nigeria et l'occupation de vastes territoires dans le NORD-EST de ce pays ont eu pour conséquences :



- Un accroissement considérable des capacités opérationnelles de Boko Haram ;
- Un afflux massif des réfugiés et déplacés avec prévalence d'une crise humanitaire sévère ;
- Une forte pression sur les ressources naturelles dans les pays d'accueil susceptible de générer des tensions entre les réfugiés et les populations autochtones;
- Un accroissement du banditisme;
- L'apparition de foyers épidémiques (choléra)
- La nécessaire mise en place de nouveaux camps de réfugiés pour mieux contrôler la situation.

11- Les participants ont fait les recommandations suivantes :

#### Au plan sécuritaire

- Renforcement de la coopération entre Etats riverains du bassin du lac Tchad dans le cadre de l'échange des renseignements. En particulier organiser dans les meilleurs délais un séminaire des Chefs d'Etat-major des pays de la région, pour préparer le concept d'opérations de la Force Multinationale Mixte (FMM) et finaliser la mise en place d'un Etat-major.
- Installation du siège de l'Etat-major Mixte à N'djamena, au Tchad.
- Etablissement d'un réseau de communication radio commun sécurisé pour les Forces de Sécurité opérant autour et dans le bassin du Lac Tchad;
- Définition des modalités d'un engagement plus marqué des partenaires stratégiques dans la lutte contre Boko Haram;
- Finalisation dans les meilleurs délais de l'installation de la cellule de coordination et de liaison, à N'djamena, par l'envoi d'officiers des pays de la région et des membres du P3.
- Mise en œuvre des Actions civilo-militaires visant le rapprochement entre les Forces de Défense et de Sécurité et les populations;

#### Au niveau africain et international :

- Demande à la Présidente de la Commission de l'Union Africaine de soumettre un rapport

- sur les efforts régionaux et internationaux de lutte contre Boko Haram, y compris les conclusions de cette réunion, aux fins de permettre au CPS d'autoriser les déploiements et de mandater la FMM;
- Demande à la Commission du Bassin du Lac-Tchad, la CEDEAO, la CEEAC, la CEN-SAD, l'OCI et les partenaires internationaux, une réunion d'experts au cours de la première semaine de février 2015, pour finaliser le concept d'opération, le concept de soutien logistique, les règles d'engagement et d'autres documents pertinents pour l'opérationnalisation intégrale de la FMM;
- Les participants ont souligné que le concept d'opération de la FMM devra être flexible pour permettre d'apporter dans le cadre de la FMM un soutien rapide à des arrangements bilatéraux ou tripartites comme celui existant entre le Tchad et le Cameroun;
- Transmission par la Présidente de la Commission du CONOPS et du Communiqué du CPS au Conseil de Sécurité pour adoption d'une résolution autorisant la FMM et la mise en place d'un fonds d'affectation spécial.
- Organisation d'une conférence des donateurs pour mobiliser ses ressources pour la FMM;
- Créer un groupe de soutien autour des Etats membres de la CBLT et lancer un appel aux partenaires stratégiques pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie élaborée par la CBLT;
- Renforcer l'action humanitaire internationale d'urgence au profit des populations déplacées au Nigéria, et réfugiées au Niger, au Cameroun et au Tchad.
- Solliciter la Cour Pénale Internationale, afin qu'il ait des avancées sur la procédure en cours sur les crimes contre l'humanité de Boko Haram au Nigéria.

12- Le Gouvernement de la République du Tchad a accepté de convoquer la prochaine réunion ministérielle de suivi.

**Fait à Niamey, le 20 janvier 2015.**





## Communiqué final de la réunion des experts sur l'élaboration des documents opérationnels.

« 1. Les experts de quatre Etats-membres (Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad) de la Commission du bassin du Lac Tchad (CBLT) et du Bénin se sont rencontrés au palais des Congrès de Yaoundé, Cameroun, les 5, 6 et 7 février 2015, pour élaborer les documents opérationnels de la Force multinationale mixte (FMM) pour la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram. Ils ont été appuyés par des experts de la Commission de l'Union africaine (UA). Ont également pris part à la réunion des experts et conseillers d'autres organisations régionales africaines et de partenaires bilatéraux et multilatéraux, notamment la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), les Nations unies (ONU), l'Union européenne (UE) et l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

2. La réunion a été ouverte par M. Edgard Alain Mebe Ngo'o, Ministre délégué à la Présidence de la République du Cameroun chargé de la Défense qui a fait une allocution d'ouverture. La session d'ouverture a été marquée également par les allocutions des représentants de la CBLT et de la Commission de l'UA. Les intervenants ont rappelé les objectifs de la réunion et la nature de la menace à laquelle il faut faire face, ont félicité les Chefs d'Etat des pays de la CBLT et du Bénin pour la promptitude de leur réaction à la menace de Boko Haram, et ont vivement salué la Présidente de la Commission de l'UA, Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma et le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA pour avoir placé la question de lutte contre Boko Haram au cœur du 24e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA, tenu à Addis Abéba les 30 et 31 janvier 2015. Ils ont rappelé leur indignation face aux atrocités ignobles commises par Boko Haram et exprimé leur profonde appréciation à toutes les forces déjà engagées dans les opérations contre le groupe terroriste.

3. Se référant au communiqué de la 484e réunion du CPS tenue à Addis Abéba, au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement, les 29 janvier 2015, qui a autorisé le déploiement de la FMM ; aux conclusions de la 5e réunion des Ministres des Affaires étrangères et de la Défense des Etats de la CBLT tenue à Niamey, Niger, le 20 janvier 2015 ; au communiqué final du Sommet extraordinaire de la CBLT du 7 octobre 2014, ainsi qu'à d'autres décisions pertinentes de l'UA et de la CBLT, les experts ont procédé à une analyse profonde de la nature et de l'historique du groupe Boko Haram, de l'environnement régional de ses activités dans le bassin du Lac Tchad, de ses capacités logistiques et opérationnelles, et de l'impact de ses atrocités sur les populations civiles, les infrastructures sociales et économiques des régions dans lesquelles il sévit.

4. Les experts ont élaboré le projet de concept d'opération (CONOPS), définissant les détails de la coordination stratégique, des soutiens administratifs et logistique à la Force ainsi que des règles d'engagement qui prévalent lors de la conduite des opérations militaires. A cet égard, ils ont rappelé le mandat de Force comme suit :

- i. créer un environnement sûr et sécurisé dans les régions affectés par les activités de Boko Haram et d'autres groupes terroristes, afin de réduire considérablement la violence contre les civils et d'autres exactions, y compris la violence sexuelle et sexiste, conformément au droit international, notamment le droit international humanitaire et la politique de diligence voulue des Nations unies en matière de droits de l'homme ;
- ii. faciliter la mise en œuvre, par les Etats-membres de la CBLT et le Bénin, de programmes d'ensemble de stabilisation dans les régions affectées, y compris la pleine restauration de l'autorité de l'Etat et le retour des personnes déplacées internes et des réfugiés ;



iii. faciliter, dans la limite de ses capacités, les opérations humanitaires et l'acheminement de l'aide aux personnes affectées.

5. Les experts ont convenu de l'établissement du Quartier général de la Force à N'djamena, Tchad, conformément aux conclusions de la 5e réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des Etats de la CBLT du 20 janvier 2015, et proposé l'établissement d'un commandement central militaire et d'un mécanisme conjoint de coordination sous l'autorité desquels opèreront les troupes contribuées par les Etats membres de la CBLT et le Bénin. Ils ont défini les zones d'opération de la Force sur la base des principales zones d'activités actuelles de Boko Haram, tout en laissant la latitude du commandant de la Force de demander un élargissement de ces zones, le cas échéant, auprès des autorités compétentes de la CBLT.

6. Ils ont souligné l'importance de priver le groupe terroriste de tout soutien qu'il pourrait tirer de l'instrumentalisation de la religion musulmane dont ils ont affirmé le désaveu pour et la distance des activités criminelles de Boko Haram et ont convenu de mener, dans le cadre de leurs communications, des campagnes de sensibilisation et de contre-propagande à cet égard.

7. Les représentants du Bénin, du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad ont fait des annonces de contributions qui ont totalisé 8 700 personnels militaires, de police et civils. Rappelant la nature intégrée et multidimensionnelle de la Force, ils ont convenu que ces contributions représentent les différents corps des armées et spécialistes civiles nécessaires pour mettre en œuvre efficacement le mandat de la Force. Ils ont chargé un groupe restreint qui définira, dans les jours qui suivent, ces détails et qui élaborera un budget initial de la force avant de transmettre le concept d'opérations de la force au CPS pour approbation de transmission au Conseil de sécurité des Nations Unies.

8. Les participants ont exprimé leurs profondes gratitudeux aux autorités et au peuple du Cameroun pour l'accueil chaleureux et les dispositions opportunes prises pour la réussite de la réunion. Ils ont remercié la Commission de l'UA pour la facilitation effective, à travers ses experts, des différentes séances de la réunion et remercié tous les partenaires de leur appui multiformes aux efforts des pays, de la région et du continent ».



## ANGOLA

**Angola** is a country in the South West of Africa, bordering the Democratic Republic of Congo, Republic of Congo, Namibia and Zambia. It is a quadrilateral located between the Francophone Central Africa and Southern Anglophone Africa. It is the second Portuguese-speaking country in its scope and the third by population.

- National motto: «Unity makes strength».
- National Anthem «Angola Avante»

### Administration

- Form of government: Republic
- Head of State José Eduardo dos Santos
- Official languages: Portuguese
- Capital: Luanda



### Geography

- Total surface area: 1 246 7001 km<sup>2</sup> (ranked 23rd)
- The biggest city Luanda
- Surface water: Negligible
- Time zone: UTC + 1

### History

- Date of independence: 11<sup>th</sup> of November 1975

### Demography

- Total Population (2014): 24 383 3011 inhabitants (ranked 59th)
- Density: 19.56 inhabitants / km<sup>2</sup>
- People: Ovimbundu (37%), Kimbundu (24%), Bakongo (13.2%), Lunda Tchokwe (5.4%), Nyaneka-Humbé (5.4%), Ngangela (5%)
- Life expectancy: 51.5 years (INED, 2012)
- Literacy rate: 70.1% (UNDP 2012)
- Religion (s): Christians (90%), traditional beliefs (10%)
- HDI: 148th out of 186 (UNDP, 2013)

### Economy

- Currency: Kwanza
- GDP (2013): 121.7 MdUSD
- GDP per capita (2013): \$ 5,700
- Growth rate: 5.2% in 2012, 4.1% in 2013
- Inflation rate: 10.3% in 2012, 8.8% in 2013
- Trade balance (2013) estimated at 45.5 MdUSD (IMF, 2014)
- Main Customers (2013) China (61.5%), USA (17.2%), Portugal (6.7%)
- Main Suppliers (2013) Portugal (24.9%), China (23.9%), USA (8.7%)
- Share of main business lines in GDP:
  - Industry: 59.6% (including 43.7% oil and refined products)
  - Services: 28.3%
  - Agriculture: 10%
- Oil Production: 1.78 barrels / day
- Telephone code: +244



## BURUNDI

La **République du Burundi** est un pays d'Afrique Centrale sans accès à la mer, mais possédant un grand lac (Lac Tanganyika) situé dans la région des Grands Lacs et entouré par la République démocratique du Congo à l'ouest, le Rwanda au nord, et la Tanzanie à l'est et au sud. Sa capitale est Bujumbura.

- Devise nationale : « Unité, Travail, Progrès »
- Hymne national : « Burundi bwacu » (Notre Burundi)

### Administration

- Forme de l'État : République
- Chef de l'Etat : Pierre NKURUNZIZA
- Langues officielles : français, kirundi
- Capitale : Bujumbura



### Géographie

- Superficie totale : 27 834 km<sup>2</sup> (classé 146e)
- Plus grande ville : Bujumbura
- Autres villes principales : Gitega, Ngozi, Rumonge, Muyinga
- Fuseau horaire : UTC +2

### Histoire

- Date d'indépendance : 1er juillet 1962 (du Royaume de Belgique)

### Démographie

- Population totale (2010) : 9 863 117 hab. (classé 85e)
- Densité : 354,3 hab./km<sup>2</sup>
- Croissance démographique : 3,7% (BAD)
- Espérance de vie : 51 ans
- Taux d'alphabétisation : 59,3 %
- Religion (s) : chrétienne (majoritaires), animiste (11%), musulmane (2%)
- IDH : 178ème sur 187 (PNUD, 2012)

### Économie

- Monnaie : Franc burundais
- PIB (au prix courant du marché) : 1,4 mds de \$
- PIB par habitant : 255 \$
- Taux de croissance du PIB : 4,2 % (2012)
- Taux de chômage : 14 %
- Taux d'inflation : 14,7 % (2012)
- Balance commerciale : -151(US\$ m)
- Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB :
  - agriculture : 34,8 %
  - industrie : 20 %
  - services : 45,1 %
- Indicatif téléphonique : +257



## CAMEROON

The Republic of Cameroon, in French La République du Cameroun, is a country in Central and West Africa, located between Nigeria to the West, Chad to the North, Central African Republic to the East, Gabon, Equatorial Guinea and the Republic of Congo to the South and the Gulf of Guinea to the South-West.

- National motto: «Peace, Work, Fatherland»
- National Anthem «O Cameroon, thou Cradle of our Fathers»

### Administration

- Form of government: Republic
- Head of State: Paul BIYA
- Official languages: French, English
- Capital: Yaoundé



### Geography

- Total surface area: 475,442 km<sup>2</sup> (ranked 53rd)
- Biggest city: Douala
- Other major cities: Yaoundé, Bamenda, Bafoussam, Garoua, Maroua
- Time zone: UTC +1

### History

- Independence: France, United Kingdom
- Date of independence: 1st of January 1960- 1st of October 1961

### Demography

- Population: 21.7 million inhabitants (WB) (ranked 56th)
- Density: 44.8 inhabitants / km<sup>2</sup> (WB, 2012)
- Population growth rate: 2.54% (WB, 2012).
- Life expectancy: 52.1 years (UNDP, 2012)
- Literacy rate: 70.7% (UNESCO 2012)
- Religion (s): Christianity (35-40%), Islam (15-20%), animism (45%).
- Human Development Index: 150th out of 187 (UNDP, 2012).

### Economy

- Currency: CFA Franc
- Nominal GDP 2013: 27.88 MdUSD
- GDP per capita (PPP) 2013: \$ 1.268
- GDP growth rate in 2013: 4.6%
- Inflation rate (2013): 2.1%
- Budget balance in 2013 (percentage of GDP): -3.3%
- 2013 Trade balance (percent of GDP): -8.8%).
- Main customers 2012: China (15.3%), Portugal (11.4%), Netherlands (11.3%)
- Main suppliers 2012: Nigeria (17.8%), France (11.9%), China (10.4%)
- Share of main business lines in GDP:
  - Agriculture: 18.4%
  - Industry: 23.2%
  - Mining: 8.8%
  - Services: 43.4%
- Annual oil production 2013: 24.3 million barrels
- Telephone code +237



## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La **République centrafricaine**, aussi appelée Centrafrique, est un pays d'Afrique centrale en voie de développement, dont la population est estimée à 4 500 000 habitants, pour une superficie d'environ 623 000 km<sup>2</sup>. Il est entouré par le Cameroun à l'ouest, le Tchad au nord, le Soudan et le Soudan du Sud à l'est, la République démocratique du Congo et la République du Congo au sud..

- Devise nationale : « Unité - Dignité – Travail »
- Hymne national : « La Renaissance »

### Administration

- Forme de l'État : République
- Chef de l'État (de transition) : Catherine Samba-Panza
- Langues officielles : Français, sango
- Capitale : Bangui



### Géographie

- Superficie totale : 622 984 km<sup>2</sup> (classé 44e)
- Plus grande ville : Bangui
- Autres villes principales : Berbérati, Carnot, Bouar.
- Langues officielles : français, sango.
- Fuseau horaire : UTC + 1

### Histoire

- Indépendance : de la France
- Date d'Indépendance : 13 août 1960

### Démographie

- Population totale (2013) : 5 166 510 hab. (classé 127e)
- Densité : 8,3 hab./km<sup>2</sup>
- Croissance démographique : 2 % (BM, 2012).
- Espérance de vie : 49,5 ans (DGT, 2013).
- Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) : 55 %
- Religions : animisme, christianisme, islam.
- Indice de développement humain : 180e sur 186 pays (PNUD 2013).

### Économie

- Monnaie : Franc CFA
  - PIB (2013) : 1,54 milliards USD
  - PIB par habitant (2013) : 335 USD
  - Taux de croissance : - 36,7 % en 2013 / 1 % estimés pour 2014
  - Solde budgétaire : - 9,3 % en 2013 / - 11,8 % estimés pour 2014
  - Balance commerciale : - 800 millions USD
  - Principaux clients (2013) : Belgique (33,1 %), Chine (30 %), Indonésie (6 %)
  - Principaux fournisseurs (2013) : France (24,7 %), Etats-Unis (9,9 %), Pays-Bas (8,7 %)
  - Part des secteurs d'activités dans le PIB :
  - services : 32,9 % ;
  - agriculture : 29,6 % ;
  - industrie : 14,3 %.
- Indicatif téléphonique : +236



## REPUBLIQUE DU CONGO

La **République du Congo**, aussi appelée de manière informelle Congo-Brazzaville, est un pays d'Afrique centrale, situé de part et d'autre de l'équateur. Ses voisins sont le Gabon, le Cameroun, la République centrafricaine, la RDC et l'Angola. Le pays s'étend sur 1 300 km du nord au sud, de l'océan Atlantique à la frontière centrafricaine. La République du Congo également porté le nom de République populaire du Congo de 1969 à 1992.

- Devise nationale : « Unité, travail, progrès »
- Hymne national « La Congolaise »



### Administration

- Forme de l'État : République
- Chef de l'Etat : Denis SASSOU-NGUESSO
- Langues officielles : français (le kituba et le lingala ont le statut de langues nationales)
- Capitale : Brazzaville (politique)
- Pointe-Noire (économique)

### Géographie

- Superficie totale : 342,000 km<sup>2</sup> (classé 64e)
- Plus grande ville : Brazzaville
- Autres villes principales : Pointe-Noire, Dolisie, Mossendjo, Nkayi, Ouessou
- Fuseau horaire : UTC +1

### Histoire

- Indépendance : de la France
- Date d'indépendance : 15 août 1960

### Démographie

- Population : 4,3 millions d'hab. (classé 129e)
- Croissance démographique : 2,8% (INED, 2012)
- Densité : 12,4 hab./km<sup>2</sup>
- Peuples : Kongo, Téké, Mbochi, Oubanguiens, etc.
- Espérance de vie : 57,8 ans (INED, 2012)
- Religion(s) : christianisme (90%), islam, animisme
- Indice de développement humain : 142<sup>e</sup> sur 187

### Économie

- Monnaie : Franc CFA
- PIB : 14,5 MdUSD
- PIB / habitant (PPA) : 3408 USD
- Taux de croissance : 5,8% en 2013, 4,9 % en 2012, 3,4 % en 2011
- Taux d'inflation : 5,3% en 2013, 5,1 % en 2012, 1,9 % en 2011
- Balance commerciale : -4.1 MdUSD
- Principaux clients : Chine (21,7 %), Pays-Bas (14%), France (12,4 %)
- Principaux fournisseurs : France (18%), Brésil (16 %), Belgique (12%)
- Production pétrolière : 237 000 barils/jour en 2013 (265.000 b/j en 2012)

- Indicatif téléphonique : +242



## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La **République démocratique du Congo** est un pays d'Afrique centrale. C'est le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique ainsi que le pays francophone le plus peuplé. Le pays est aussi appelé plus simplement Congo, ou plus souvent RDC, Congo-Kinshasa ou RD Congo pour le différencier de la République du Congo voisine. De 1908 à 1960, cette ancienne colonie était appelée Congo belge mais aussi « Congo-Léopoldville » jusqu'en 1966, date du changement de nom de la capitale en Kinshasa. Avec la zaïrianisation, le pays s'est appelé Zaïre de 1971 à 1997. Le Congo est le deuxième plus vaste pays d'Afrique après l'Algérie.

- Devise nationale : « Paix, justice, travail »
- Hymne national : « Debout Congolais »



### Administration

- Forme de l'État : République
- Chef de l'Etat : Joseph KABILA
- Langues officielles : Français
- Langues nationales : Le lingala, le kikongo, le swahili et le tshiluba
- Capitale : Kinshasa

### Géographie

- Superficie totale : 2 345 409 km<sup>2</sup> (classé 11e)
- Plus grande ville : Kinshasa
- Autres villes principales : Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Kisangani, Kananga, Bukavu
- Fuseau horaire UTC + 1 et + 2

### Histoire

- Indépendance : Royaume de Belgique
- Date d'Indépendance : 30 juin 1960

### Démographie

- Population totale (2014 estimation) : 77 433 7441 hab. (classé 19e)
- Densité : 27 hab./km<sup>2</sup>
- Croissance démographique : +3% (Banque mondiale, 2009)
- Espérance de vie : 48 ans (PNUD, 2011) ; 59 ans en 1990.
- Taux d'alphabétisation : 67% (Rapport PNUD, 2011)
- Religion (s) : chrétiens (majoritaires), musulmans, kimbanguistes
- Indice de développement humain : 186e sur 187 (PNUD, 2012)

### Économie

- Monnaie : Franc congolais (CDF) , Dollar (USD)
- PIB (2012) : 17,2 MdUSD courants (Banque mondiale)
- PIB/habitant, dollar constant 2005 (PNUD, 2012) : 272 USD
- Taux de croissance (2013) : +8,3% (estimation Banque centrale congolaise)
- Balance commerciale (2010) : -2 MdUSD
- Principaux clients (2010) : Chine (44%), Belgique (16%), Finlande (10%), Etats-Unis (8%)
- Principaux fournisseurs (FMI, 2010) : Afrique du sud (29%), Belgique (10%), Zambie (7%)
- Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB :
  - agriculture et forêts : 40%
  - industrie et mines : 28%
  - services : 32%
- Production de pétrole brut : 28.000 barils/jour (Perenco RDC, 2008)
- Indicatif téléphonique : +243





## GABON

La **République gabonaise** est un pays situé en Afrique centrale. Elle est traversée par l'équateur, frontalier à l'est, au sud-est et au sud par la République du Congo, au nord-ouest par la Guinée Équatoriale et au nord par le Cameroun. Ancienne colonie française, le Gabon est indépendant depuis 1960. Le Gabon est en effet, le pays affichant l'indice de développement humain le plus élevé d'Afrique subsaharienne selon l'ONU, disposant du deuxième revenu par habitant derrière la Guinée équatoriale et devant le Botswana.

- Devise nationale : « Union, Travail, Justice »
- Hymne national : « La Concorde »



### Administration

- Forme de l'État : République
- Chef de l'Etat : Ali BONGO ONDIMBA
- Langues officielles : Français
- Capitale : Libreville

### Géographie

- Superficie totale : 267 667 km<sup>2</sup> (classé 76e)
- Villes principales : Libreville, Port-gentil, Franceville, Oyem, Lambaréné
- Fuseau horaire : UTC + 1

### Histoire

- Indépendance : De la France
- Date d'Indépendance : 17 août 1960

### Démographie

- Population totale (2011) : 1 534 3002 hab. (classé 148e)
- Densité : 5,7 hab./km<sup>2</sup>
- Croissance démographique : 1,8%
- Composition ethnique : Fang, Myéné, Punu, Téké, Kota, etc.
- Densité : 5,7 hab. /km<sup>2</sup>
- Espérance de vie : 62 ans (BM 2012)
- Religion (s) : Christianisme (85%), islam, animisme.
- Indice de développement humain 2012 : 106e rang mondial sur 186 (PNUD)

### Économie

- Monnaie : Franc CFA
- PIB nominal 2012 : 17,052 Md USD
- PIB par habitant (PPA) 2012 : 8 850 USD
- Taux de croissance du PIB en 2013 : 7,4 %
- Taux d'inflation 2012 : 2,8 %
- Balance commerciale 2012 : +6,6 Md USD
- Exportations totales 2012 : 9,46 Md USD
- Importations totales 2012 : 2,9 Md USD
- Principaux clients 2012 : Etats-Unis (30%), Chine (13%), Malaisie (10%)
- Principaux fournisseurs 2012 : France (31%), Etats Unis (10%), Chine (9%)
- Production pétrolière 2012 : 12,7 Mt
- Indicateur téléphonique : +241



## GUINEE EQUATORIALE

La **République de Guinée équatoriale** est un pays d'Afrique centrale. Elle est constituée de deux parties, l'une continentale, bordée par le Cameroun et le Gabon, l'autre insulaire avec l'île de Bioko (où se trouve la capitale Malabo) et l'île d'Annobón.

- Devise nationale : « Unité, Paix, Justice »
- Hymne national : « Caminemos pisando las sendas de nuestra inmensa felicidad » (Marchons sur le chemin de notre immense bonheur)

### Administration

- Forme de l'État : République
- Chef de l'Etat: Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO
- Langues officielles : Espagnol (Langue nationale), français, portugais
- Capitale : Malabo

### Géographie

- Superficie totale : 28 051 km<sup>2</sup> (classé 145e)
- Villes principales : Malabo, Bata
- Fuseau horaire : UTC + 1



### Histoire

- Indépendance : De l'Espagne
- Date d'Indépendance : 12 octobre 1968

### Démographie

- Population totale (BM 2012) : 720 000 hab. (classé 158e)
- Densité : 22 hab./km<sup>2</sup>
- Croissance démographique 2012 : 2,8% (BM 2013)
- Composition ethnique : Fangs (80%), Bubis, Bengas
- Espérance de vie : 51,4 ans (PNUD 2013)
- Religion : catholique (90%)
- Indice de développement humain 2013 : 0,554 soit 136e sur 187 pays (PNUD 2013)

### Économie

- Monnaie : Franc CFA
- PIB 2013 : 11.7 Md€ (FMI)
- PIB par habitant 2013 : 15 500 € (FMI)
- Taux de croissance du PIB en 2013 : -7,6 % (SER)
- Balance commerciale 2012 : +8.3 Md€
- Exportations totales 2012 : 12.14 Md€
- importations totales 2012 : 1.7 Md€
- Principaux clients (2010) : Etats-Unis (20,8%), Italie (8,8%), Espagne (8,7%), Corée (6,9%)
- Principaux fournisseurs (2010) : Chine (8,8%), Espagne (5,7%), US (5,2%), France (4,5%)
- Production pétrolière 2013 : 261 000 bpj
  
- Indicatif téléphonique +240



## TCHAD

La **République du Tchad** est un pays d'Afrique centrale sans accès à la mer, situé au sud de la Libye, à l'Est du Niger et du Nigeria, au nord du Cameroun et de la République centrafricaine et à l'ouest du Soudan. Géographiquement et culturellement, le Tchad constitue un point de passage entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. Doté d'une superficie de 1 284 000 km, il est le cinquième pays le plus vaste d'Afrique.

- Devise nationale : « Unité - Travail – Progrès »
- Hymne national : « La Tchadienne »

### Administration

- Forme de l'État : République
- Chef de l'Etat : Idriss DEBY ITNO
- Langues officielles : Français, arabe
- Capitale : N'Djamena



### Géographie

- Superficie totale : 1 284 000 km<sup>2</sup> (classé 21e)
- Plus grande ville : N'Djamena
- Autres villes principales : Abéché, Moundou, Sahr.
- Fuseau horaire : UTC +1

### Histoire

- Indépendance : de la France
- Date d'Indépendance : 11 août 1960

### Démographie

- Population : 12,2 millions d'hab.: 10 975 648 hab. (classé 77e)
- Densité : 8,8 hab./km<sup>2</sup>
- Croissance démographique : 3,0 % (BM, 2012)
- Espérance de vie : 50,2 ans.
- Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) : 34,5 % (PNUD)
- Religions : Islam (55%), christianisme et animisme (45 %).
- Indice de développement humain : 184e sur 187 pays (PNUD, 2012).

### Économie

- Monnaie : Franc CFA
- PIB 2012 : 12,9 Md USD
- PIB par habitant 2012 : 1091 USD
- Taux de croissance 2012 : + 8,9 %
- Taux d'inflation 2012 : + 7,7 %
- Balance commerciale : + 2,6 Md USD
- Principaux clients : Etats-Unis (82,8 %), Chine (6,9 %), Canada (3,6 %)
- Principaux fournisseurs : Chine (27,4 %), France (25,6 %), Etats-Unis (5,8 %)
- Part des secteurs d'activités dans le PIB :
  - primaire : 46 %,
  - secondaire : 14 %,
  - tertiaire : 40 %.
- Indicatif téléphonique +235



## SAO TOME AND PRINCIPE

The **Democratic Republic of São Tomé and Príncipe** is one of the smallest countries in Africa, occupying an archipelago in the South of Atlantic located in the Gulf of Guinea at 350 km away from the coast of Gabon and Equatorial Guinea. It is composed of two main islands, Sao Tome and Principe located between the two Equatorial Guinean islands of Bioko and Annobón. The whole territory covers an area of approximately 1000 km<sup>2</sup>. The volcanic Relief rises to over 2000 m, the climate is equatorial.

- National motto: «Unity, Discipline, Work»
- National Anthem «total Independence»



### Administration

- Form of government: Republic
- Head of State: Manuel Pinto da Costa
- Official languages: Portuguese, Creole
- Capital: São Tomé

### Geography

- Total surface area: 1,001 km<sup>2</sup> (ranked 169th)
- Major cities: Sao Tome and São António do Príncipe
- Time zone: UTC + 0

### History

- Independence: Portugal
- Date of independence: 12<sup>th</sup> of July 1975

### Demography

- Total Population (2009): 212 679 inhabitants (ranked 174th)
- Density: 175.8 inhabitants / km<sup>2</sup>
- Life expectancy: 65.2 years (INED, 2013).
- Religion (s): Christianity, Islam
- Human Development Index: 144<sup>th</sup> out of 187 (UNDP, 2012).

### Economy

- Currency: Dobra
- Nominal GDP 2012: 300 MUSD
- GDP per capita (PPP) 2012: 1402 USD
- GDP growth rate in 2012: 4.0%
- Inflation rate in 2012: 10.4% (DGTPE).
- Trade Balance 2012: -124 MUSD.
- Total exports 2012: 6 MUSD
- Total imports 2012: 130 MUSD
- Major Customers 2012: Netherlands (37%), Belgium (14%), France (9%)
- Main suppliers 2012: Portugal (56%), Angola (22%), Belgium (3%)
- Telephone code: +239



## « A MENACES GLOBALES, REPNSES GLOBALES »

Evoquer la question d'une menace globale en rapport à la lutte contre Boko Haram invite à s'appesantir sur la dimension transnationale des facteurs de déstabilisation des Etats africains et constater qu'aujourd'hui, les plus grandes multinationales de la criminalité agissant sur le leitmotiv du djihadisme débouchent sur un terrorisme aux visages multiples. Cette menace qui n'épargne personne, sévit à différents degrés et quel que soit le niveau d'éloignement des Etats. D'où l'idée selon laquelle, la distance qui sépare un pays du théâtre des opérations n'est pas une assurance tous risques. Il convient juste de rappeler en ce sens que le principal auteur des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, s'était également entraîné dans un pays africain considéré à l'époque comme très éloigné du continent américain.

Si la dimension globale semble ainsi consubstantielle au terrorisme djihadiste, le véritable défi revient de savoir comment en venir à bout sans une réponse globale ?

### Menaces globales.

Une menace qui n'a pas de frontière est dite globale, au regard de ses ambitions, de ses manifestations, de ses sources de financement et d'approvisionnement.

Pour ce qui est des ambitions, il faut mettre en exergue la volonté des groupes terroristes de propager, par effet de domino, un islamisme intégriste du Moyen-Orient à l'Afrique subsaharienne, en passant par le Maghreb. C'est dans cette optique en effet, que la nébuleuse Al Qaeda diffuse ses idées à travers ses démembrements en Irak (Al Qaeda en Irak), au Moyen-Orient (Al Qaeda au Moyen-Orient), au Maghreb (Al Qaeda au Maghreb Islamique). Cette dernière à son tour adoube les mouvements tels que Ançar Dine, Boko Haram et Al Shebabs. C'est dire que dans leur déploiement, la finalité des groupes djihadistes

est la domination de l'espace allant du Moyen-Orient à l'Afrique subsaharienne, en s'assurant la jonction entre l'Afrique occidentale et l'Afrique orientale.

Perçue sous cet angle, la lutte que mène Boko Haram au Cameroun et à partir du Nigéria ne représente que la dimension locale d'un projet plus ambitieux. Si on prend en compte son axe horizontal en partant du Nord Est du Nigéria, il ne fait aucun doute que l'acharnement de Boko Haram contre le Cameroun est une manœuvre visant à faire jonction avec les éléments en attente au Tchad, en Centrafrique et au Soudan, pour atteindre vers le Nord la Libye et vers l'Est la Somalie. Et si on prend l'axe vertical, le Niger devient aussi une bande de transit permettant d'atteindre le Mali et en suite, se propager sur toute la côte ouest africaine, en direction du Sahara occidental, le Maroc et surtout le sud algérien. De là, la qualification de multinationale de la criminalité transfrontalière appliquée à ces mouvements.

On comprend ici, non seulement qu'il a des filiales comme dans toute multinationale, mais aussi, que la détermination de se faire de l'argent au moyen du crime transnational est une constante. La religion ne sert que d'affichage et on le voit de plus en plus avec Boko Haram, dont les attaques concernent toutes les populations, indépendamment de leur confession.

Concernant les manifestations, les groupes djihadistes excellent dans le rejet des libertés fondamentales et des droits humains, les enlèvements, les prises d'otages, les actes de pillage et la destruction de biens, la violence sexuelle et sexiste, les massacres des civils, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide.

S'agissant des sources de financement, les mouvements djihadistes bénéficient probablement du soutien de certaines



monarchies pétrolières et des paradis fiscaux afin de faire transiter et blanchir les importantes sommes d'argent issues de la criminalité et des trafics divers. Ces groupes essaient de contrôler l'espace sahélo-saharien pour ses multiples avantages en tant que zone de transit importante et de toutes sortes de contrebande. Ils tirent également des dividendes des prises d'otages et rançons. Enfin, ces groupes s'approvisionnent en matériels sophistiqués auprès de grandes multinationales occidentales et ces matériels transitent par les Etats qui ont perdu une grande partie de leur souveraineté au lendemain des « printemps arabes » qui les ont secoués. Ces événements majeurs vécus dans le monde arabe ont eu pour conséquence de faire de la Libye et du Sud Soudan les principales voies d'acheminement des armes au bénéfice de Boko Haram.

### Réponses globales

La globalité de la réponse face au terrorisme tient de plusieurs aspects.

Premièrement, la guerre coûte cher et aucun pays ne peut prétendre tout seul mettre un terme au terrorisme. Il s'impose une riposte militaire multilatérale face à un phénomène mondial. Les grandes puissances, l'ONU, l'Union Africaine, la CBLT, la CEEAC et la CEDEAO devraient se saisir de la question et fournir les ressources nécessaires. Le terrorisme est une multinationale de la criminalité dont les succursales sont disséminées partout. Boko Haram n'est qu'un démembrement de cet « international terroriste ».

La riposte militaire menée sur un seul front reste inefficace si les forces terroristes disposent de bases arrières où elles peuvent se reconstituer et revenir à la charge. Une réponse globale implique donc la mise en synergie des forces de plusieurs Etats, la coordination des moyens logistiques terrestres, aériens et technologiques de divers ordres, l'échange de renseignements et l'offensive synchronisée des forces militaires de la ligne de front (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria). Les grandes puissances disposent de moyens logistiques et technologiques importants,

des drones par exemple, et les renseignements collectés par ces dispositifs devraient être fournis aux Etats-majors des combats au sol.

Deuxièmement, la globalité de la réponse est liée au fait que le terrorisme ne se développe pas ex-nihilo. Il repose sur des réseaux de financement et d'approvisionnement en armes. Ceux qui financent sont connus ; les pays qui pourvoient en armes sont également connus. Il faudrait tarir les sources d'approvisionnement de Boko Haram et de tous les autres groupes terroristes actifs, en intensifiant par exemple la lutte contre le trafic des stupéfiants à l'échelle globale.

Troisièmement, la pauvreté est un terreau favorable à l'enrôlement dans les mouvements terroristes. La lutte contre le terrorisme passe aussi par un développement socioéconomique de nature à offrir une voie autre aux jeunes que la criminalité. Ceci implique l'éducation, les services sociaux primaires (eau potable, électricité), des emplois, etc. C'est dans ce sens qu'il faut appréhender le plan d'urgence pour le développement du septentrion.

Enfin, la guerre contre une idéologie appelle à une contre-idéologie. Il faudrait également mener une guerre idéologique. Au-delà des solutions militaires et socioéconomiques préconisées, il doit se développer au sein des citoyens, un sens commun d'appartenance à la patrie. La notion même de « défense populaire » est à l'épreuve ici. En plus de ce qui est déjà fait par les appareils idéologiques d'Etat, il doit se construire autour de la lutte contre le terrorisme, un sentiment national au sein des populations, une cohésion sociale manifestant le soutien aux institutions et aux forces de défense, ainsi que le rejet catégorique du terrorisme. Le rôle des médias, partis politiques, leaders d'opinion, hommes d'affaires, associations et organisations de la société civile est donc très important à ce niveau. Nous devons tous restés mobilisés.



## BASIC FACTS ON BOKO HARAM

**Boko Haram:** “Western Education is Forbidden”, in Hausa.

**Official Name:** People of the Sunnah for Preaching and Jihad or Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad in Arabic.

**Year of Creation:** 2002

**Leadership:** Mohammed Yusuf, founder (2002-2009) from the Bornu state and since 2009 Abubakar Shekau from the Yobe State of Nigeria.

**Areas of Operation:** Northeast Nigeria, Cameroon, Niger, and Chad where they currently control some 50,000 km<sup>2</sup>.

**Strength:** 7000-10,000 fighters divided into units of 300-500.

**Allies:** Al-Qaeda via AQMI and ISIL in Iraq and the Levant

**Funding:** Bank robbery, highway banditry, ransoms from kidnappings, donations from International terrorist groups and sympathizers, drug trafficking, poaching, etc.

**Activities:** Boko Haram has been changing its activities and strategies since its creation, which have resulted in:

- Radical mass education of its ideology based on Wahhabism, Salafi Jihadism, and Islamic

- Fundamentalism, mostly between 2002-2009;
- Armed attacks, suicide bombings, and extra-judicial killings resulting in over 5000 deaths between 2009 and 2015;
- Abduction of more than 500 men, women, and children including the 276 Chibok schoolgirls;
- Forced migration of about 1.8 million people including refugees in Cameroon, Chad and Niger as well as Internally Displaced Persons in Nigeria;
- Capturing of territory to create a Caliphate, which started with Qwoza in Bornu in August 2014 and now includes several towns and villages covering a total of some 50,000 km<sup>2</sup>;
- Atrocity propaganda of its extra-judicial killings aimed at creating fear; etc.

**International Response:** Since 2013, Boko Haram has been classified as a terrorist group by the UK, the US, Canada, the UN, Australia, New Zealand, and the United Arab Emirates. The US has even pledged a reward of \$7 million on its leader, Abubakar Shekau. Other countries like France, the Russian Federation, Spain, Brazil and China have promised assistance in the fight against the organization.

In Africa, regional organizations such the AU, ECCAS, ECOWAS, CBLT, and CEN-SAD have been involved in providing regional and global military solutions to the fight the terrorist organization.



## **Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)**

### **Angola**

S.E.M. José Eduardo dos Santos  
Président de la République

### **Burundi**

S.E.M. Pierre NKURUNZIZA  
Président de la République

### **Cameroun**

S.E.M. Paul BIYA  
Président de la République

### **Centrafrique (République)**

S.E.Mme Catherine Samba-Panza  
Présidente de Transition

### **Congo**

S.E.M. Denis SASSOU-N'GUESSO  
Président de la République

### **Congo (République Démocratique)**

S.E.M. Joseph KABILA  
Président de la République

### **Gabon**

S.E.M. Ali BONGO ONDIMBA  
Président de la République

### **Guinée Equatoriale**

S.E.M. Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO  
Président de la République

### **Sao Tomé-et-Principe**

S.E.M. Manuel Pinto da Costa  
Président de la République

### **Tchad**

S.E.M. Idriss DEBY ITNO  
Président de la République